



les nouvelles menaces ont un caractère collectif: réchauffement de la planète, pollution transfrontalière, astéroïdes errants ou nouvelles épidémies provoquées par des virus à mutation rapide.

C'est possible. Mais après une décennie marquée par les génocides, la purification ethnique, la désintégration dans la violence de fédérations autrefois fières de ce qu'elles représentaient et la prolifération anarchique d'armes chimiques et biologiques, il est peut-être trop tôt pour faire fi des anciennes menaces.

La question est peut-être de savoir si de nouveaux moyens permettent d'atteindre des fins nouvelles, ou si le Canada risque de perdre le contrôle parfois fragile qu'il exerce sur « notre » Arctique en renonçant aux anciennes méthodes.

Chaque frontière maritime internationale canadienne dans le Nord est contestée ou susceptible de l'être. Le Canada n'a qu'une capacité marginale d'opposition aux « incursions » aériennes et il est totalement incapable de repérer des incursions, lorsqu'il s'agit de sous-marins. Pourtant, si l'on en juge par le sentiment d'indignation national – à ne pas confondre avec les réactions des habitants du Nord – devant les menaces réelles ou imaginaires pesant sur la souveraineté canadienne – souvenez-vous du Polar Sea – rien dans le Nord ne compte plus pour les Canadiens que la « menace » constituée par le brise-glace de notre meilleur allié lorsque celui s'est frayé un chemin dans notre passage du nord-ouest.

La querelle avec l'Espagne a fait de tous les Canadiens, et pas seulement des pêcheurs de morue aux abois, de vigoureux partisans de la conservation de nos lieux de pêche. On pourrait en tirer d'utiles leçons dans le Nord. La réaction générale d'indignation devant l'intrusion dans notre « Arctique » n'est peut-être pas la clé de voûte de la politique étrangère « circumpolaire » qu'envisagent ses plus ardents partisans, mais il est

probable que cette attitude des Canadiens n'est pas à la veille de changer. Ce qu'il faut trouver, c'est un moyen d'exploiter ce sens de la propriété dans la poursuite d'un objectif plus général.

Il est peu probable que quiconque soit opposé à l'idéal d'un Arctique démilitarisé, où les frontières contestées n'ont aucune signification, du fait que les anciennes rivalités et la rigidité de comportement ont fait place à une coopération confortable et constructive, mais il serait peut-être prématuré de renoncer à la primauté de la souveraineté et de la sécurité dans notre politique étrangère.

Les sous-marins nucléaires soviétiques et américains ne jouent plus au chat et à la souris sous les glaces des eaux canadiennes. Mais même s'ils le font, les Canadiens n'en savent rien. Et si le gouvernement canadien le sait (car comme les cadres supérieurs de la Défense se plaisent à le laisser entendre, « les Américains nous tiennent au courant »,) le Canadien moyen n'a aucune idée de ce qui se passe parce que Ottawa est obligé de tenir secret ce que les Américains veulent bien lui dire au sujet des activités de leurs sous-marins nucléaires.

L'achat de quatre sous-marins britanniques presque neufs n'arrangera guère les choses, car ces submersibles n'ont qu'une capacité opérationnelle limitée sous la glace. Du moins obligeront-ils les Américains à continuer à partager certains de leurs secrets, ne serait-ce que pour éviter que leurs sous-marins en route pour l'Arctique n'entrent en collision avec les submersibles canadiens patrouillant les côtes de l'Atlantique et du Pacifique.

Certains diront qu'il est préférable de ne rien savoir, car lorsqu'on n'a d'autre recours que les protestations, le fait même que l'on sait que les Canadiens sont au courant risquerait de nuire à leurs revendications.